



Dossier d'inscription aux épreuves de sélection aide-soignant

Rentrée septembre 2019

**IFAS LYCEE JEANNE D'ARC
61 rue la fontaine
CS 20816
35708 RENNES CEDEX 7**

CONDITIONS D'ACCES À LA FORMATION

La formation conduisant au diplôme d'Etat d'aide-soignant est réglementée par l'arrêté du 22 octobre 2005 modifié.

Art. 4 : « ... les candidats doivent être âgés de **dix-sept ans** au moins à la date de leur entrée en formation ».

Art. 13 : « L'admission définitive dans un institut de formation d'aides-soignants est subordonnée :

1° A la production, au plus tard le premier jour de la rentrée, d'un **certificat médical par un médecin agréé** attestant que le candidat ne présente pas de contre-indication physique et psychologique à l'exercice de la profession.

2° A la production, au plus tard le jour de la première entrée en stage, d'un **certificat médical de vaccinations** conforme à la réglementation en vigueur fixant les conditions d'immunisation des professionnels de santé en France. »

- Vaccinations obligatoires (Article L.3111-4 du code de la santé publique) : Hépatite B - Diphtérie - Tétanos - DTpolio
- Vaccinations recommandées par le Haut Comité de Santé Publique : coqueluche - rougeole - grippe saisonnière - rubéole - varicelle

N'attendez pas l'admission pour prendre contact avec votre médecin traitant car 6 mois sont à prévoir pour effectuer le protocole complet des vaccinations.

VOTRE LISTE D'INSCRIPTION

Selon votre situation, votre inscription relèvera d'une liste avec des modalités de sélection différentes.

Liste 1	Vous êtes candidat de droit commun Parcours de formation complet
Liste 2	Vous avez un contrat de travail avec un établissement de santé ou une structure de soins Parcours de formation complet
Liste 3	Vous avez un bac pro ASSP ou SAPAT (ou êtes en classe de terminale) Parcours de formation partiel
Liste 4	Vous avez un DEAP, DEA, DEAVS, DEAMP, TPAVF, DEAES Parcours de formation partiel

Choix possibles :

Si vous avez un Bac pro ASSP ou SAPAT (ou en classe de terminale), vous pouvez choisir la liste 1 ou 3.

Si vous avez un DEAP, DEA, DEAVS, DEAMP, TPAVF, DEAES, vous pouvez choisir la liste 1 ou 4.

Après inscription, il n'est plus possible d'effectuer la formation au titre d'une autre liste.

PLACES DISPONIBLES

Liste 1	Liste 2	Liste 3	Liste 4
25	0	5	1

CALENDRIER DU CONCOURS

Les dates sont communes à toutes les listes.

Début des inscriptions	Lundi 10 décembre 2018
Fin des inscriptions	Vendredi 8 février 2019
Epreuve écrite d'admissibilité (L1, 2) / Sélection dossier (L3, 4)	Lundi 25 février 2019 Mardi 26 février 2019
Affichage des résultats d'admissibilité	Vendredi 8 mars 2019
Epreuves orales d'admission	Jeudi 21 mars 2019
Affichage des résultats d'admission	Vendredi 26 avril 2019

Vous trouverez dans chaque dossier :

	L4 page		L4 page
Modalités de retrait et restitution du dossier d'inscription	4	Epreuve orale d'admission	7
Liste des pièces à fournir	4	Aménagement des examens	7
Fiche d'inscription	5	L'affichage des résultats	7
Annexe 1	-	Possibilité de report d'admission	8
Annexe 2	-	Coût de scolarité et Aides financières possibles	8/9
Annexe 3	-	La formation aide-soignante	10
Epreuve d'admissibilité	7	Certificat médical d'aptitude	11
Dispenses	-	Attestation médicale vaccination	12

Liste 4

Candidats « Passerelles » titulaires d'un diplôme d'état auxiliaire puériculture (DEAP), ambulancier (DEA), auxiliaire de vie sociale (DEAVS) ou mention complémentaire d'aide à domicile (MCAD), aide médico-psychologique (DEAMP), accompagnant éducatif et social (DEAES), ou d'un titre professionnel assistant de vie aux familles (TPAVF).

Liste des pièces à fournir

- Fiche d'inscription ;
- Photocopie de la carte nationale d'identité, passeport ou carte de séjour en cours de validité (copie recto-verso lisible) ;
- Curriculum vitae ;
- Lettre de motivation ;
- Copie du titre ou diplôme permettant de se présenter à la dispense de formation ;
- Attestations de travail et appréciations (si les attestations de travail ne comportent pas d'appréciations, les candidats feront établir sur papier libre, une appréciation de leur supérieur hiérarchique ou leur employeur) ;
- Chèque bancaire d'un montant de 53€ correspondant aux frais de concours, libellé à l'ordre de « Lycée Jeanne d'Arc » (aucun remboursement des frais d'inscription ne sera effectué) ;
- 3 enveloppes affranchies, libellées à votre adresse.

Dépôt du dossier de candidature

- au siège de l'Institut de Formation ;
- ou par courrier en Recommandé **avec Accusé de Réception**

IFAS LYCEE JEANNE D'ARC
61 Rue la Fontaine
35708 Rennes
Mail : secretariat.sanso@lja35.fr
Tél : 02 99 84 30 32

Les dossiers incomplets ne seront pas acceptés, vous ne pourrez pas vous présenter au concours.

Date limite de dépôt du dossier : **8 février 2019 à minuit (cachet de la poste faisant foi)**

Une convocation vous sera adressée 10 jours avant les épreuves. Les candidats n'ayant pas reçu cette convocation dix jours au moins avant la date des épreuves sont invités à s'assurer de leur inscription auprès de l'institut.

FICHE D'INSCRIPTION

INSCRIPTION AU CURSUS PARTIEL (par voie d'épreuves de sélection)

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Civilité : Mme M.
Nom :
Nom d'Epouse :
Prénoms :
Age : !__! Date de naissance : !__!__!__!
Lieu de naissance :
Département de naissance : !__!
Pays d'origine :
Nationalité :

Adresse du candidat :

Adresse :
Adresse (suite) :
Code postal : Ville :
Région : Département :

Tél. fixe : !__!__!__!__!__!

Portable : !__!__!__!__!__!

Situation de famille :
 Célibataire Pacs Marié(e) Veuf(ve)

Nombre d'enfants : !__!

N° de sécurité sociale :
!__!__!__!__!__!__!__!__!__!

Mail :

TITRE D'INSCRIPTION

- Catégorie : Liste 3 « BAC PRO ASSP ou SAPAT »**
- Catégorie : Liste 4 « DEAP, DEA, DEAVS, DEAMP, TPAVF, DEAES » :**

Liste 3 - Votre situation (Cocher) :

- titulaire du baccalauréat professionnel ASSP
« accompagnement, soins, services à la personne »
- élève en terminale du baccalauréat professionnel ASSP
« accompagnement, soins, services à la personne »
- titulaire du baccalauréat professionnel SAPAT
« services aux personnes et aux territoires »
- élève en terminale du baccalauréat professionnel SAPAT
« services aux personnes et aux territoires »

Année d'obtention :

Académie :

N° INE ou BEA :

Liste 4 - Diplômes obtenus permettant la dispense de certaines unités de formation :

- titulaire du diplôme d'Etat d'auxiliaire de puériculture
- titulaire du diplôme d'Etat d'ambulancier ou CCA
(*Certificat de Capacité d'Ambulancier*)
- titulaire du diplôme d'Etat d'auxiliaire de vie sociale
- titulaire de la mention complémentaire aide à domicile
- titulaire du diplôme d'Etat d'aide-médico-psychologique
- titulaire du titre professionnel d'assistant(e) de vie aux familles

Année d'obtention :

Académie (Ville) :

Région (Ville) :

N° INE ou BEA :

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

LISTE 3 Titulaire des Baccalauréats Professionnels ASSP / SAPAT
--

Je suis élève ou je détiens un des deux baccalauréats suivants (Cocher)

- Bac Pro ASSP** (*Baccalauréat professionnel Accompagnement, Soins, Services à la Personne*)
- Bac Pro SAPAT** (*Baccalauréat professionnel Services aux Personnes et Aux Territoires*)
- Je confirme la modalité spécifique** aux candidats titulaires du baccalauréat professionnel ASSP et SAPAT. Je choisis de bénéficier des dispenses de formation et suivre la formation en **curseus partiel**. (annexe 2 bis)

Si vous ne souhaitez pas suivre la formation en cursus partiel mais la formation complète, dans ce cas vous devez remplir le dossier d'inscription pour les cursus complets sur liste 1 droit commun)

LISTE 4 Titulaires DEAP, DEAVS, MCAD, CCA, DEA DEAMP, TPAVF
--

Je confirme posséder les diplômes ou titre suivants : DEAP, DEAVS, MCAD, CCA, DEA, DEAMP, Titre Assistante de vie aux familles

J'accepte Je n'accepte pas
que mon identité paraisse à la publication sur la liste principale ou complémentaire sur le site internet des 4 IFAS.

Si « non » : **joindre une lettre de demande de non publication de mon identité sur la liste principale ou complémentaire sur Internet.**

ATTESTATION (A cocher)

- J'atteste avoir pris connaissance de la notice d'inscription relative aux modalités de sélection de la formation aide-soignante en cursus partiel**
- Je déclare déposer mon dossier dans l'IFAS de mon choix (sans regroupement 35)**
- J'atteste sur l'honneur l'exactitude des informations fournies relatives à mon inscription**

Fait à :

Le :

Signature obligatoire du candidat

(Des parents pour les mineurs) :

Loi du 23 décembre 1901 réprimant les fraudes dans les examens et concours publics.

Version consolidée au 01 janvier 2002

Article 1 : Toute fraude commise dans les examens et les concours publics qui ont pour objet l'entrée dans une administration publique ou l'acquisition d'un diplôme délivré par l'Etat constitue un délit.

Article 2 : Quiconque se sera rendu coupable d'un délit de cette nature, notamment en livrant à un tiers ou en communiquant sciemment, avant l'examen ou le concours, à quelqu'une des parties intéressées, le texte ou le sujet de l'épreuve, ou bien en faisant usage de pièces fausses, telles que diplômes, certificats, extraits de naissance ou autres, ou bien en substituant une tierce personne au véritable candidat, sera condamné à un emprisonnement de trois ans et à une amende de 9 000 euros ou à l'une de ces peines seulement.

Article 3 : Les mêmes peines seront prononcées contre les complices du délit.

Article 5 : L'action publique ne fait pas obstacle à l'action disciplinaire dans tous les cas où la loi a

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

- DOSSIER COMPLET Date réception du dossier :
- DOSSIER INCOMPLET

Le concours est réglementé par l'arrêté du 22 octobre 2005 modifié.

Epreuve d'admissibilité sur dossier

Les candidats sont sélectionnés sur la base d'un dossier comprenant les pièces suivantes :

- curriculum vitae ;
- lettre de motivation ;
- attestation de travail avec appréciations ;
- titres ou diplômes permettant de se présenter à la dispense de formation.

L'examen des différentes pièces constitutives du dossier permet de retenir les candidats qui seront convoqués à l'entretien.

Epreuve orale d'admission

La deuxième phase de la sélection consiste en un entretien individuel de 20 minutes visant à évaluer la motivation sur la base du dossier.

Une note inférieure à 15 sur 30 à cette épreuve est éliminatoire.

Aménagement des examens et concours et de la scolarité pour les candidats en situation de handicap

Conformément aux textes officiels (circulaire n°2006-215 du 26 décembre 2006 ; décret n°2005-1617 du 21 décembre 2005 ; circulaire n°2011-220 du 27 décembre 2011), les candidats présentant un handicap peuvent « bénéficier d'aménagement rendus nécessaires par leur situation ».

Dans tous les cas, la demande doit être adressée à l'un des médecins désignés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées.

Le candidat ou sa famille adresse l'attestation au moment de l'inscription au concours.

L'affichage des résultats

Art. 10bis : « A l'issue de l'épreuve orale d'admission et au vu de la note obtenue à cette épreuve, le jury établit une liste de classement. Cette liste comprend **une liste principale et une liste complémentaire**.

Lorsque, dans un institut, la liste complémentaire n'a pas permis de pourvoir l'ensemble des places offertes, le directeur d'institut concerné peut faire appel à des candidats inscrits sur la liste complémentaire d'autres instituts, restés sans affectation à l'issue de la procédure d'admission de ceux-ci.

Parmi les candidatures reçues par un institut, la priorité est accordée à celles émanant de candidats ayant satisfait aux épreuves de sélection dans le département ou la région, en fonction du choix opéré pour l'organisation du concours. »

Les résultats seront affichés au siège de l'institut et inscrits sur le site internet. Aucun résultat n'est transmis par téléphone.

Art. 11 : « Tous les candidats seront personnellement informés par écrit de leurs résultats. **Si, dans les dix jours suivant l'affichage, un candidat classé sur la liste principale ou complémentaire n'a pas confirmé par écrit son souhait d'entrée en formation, il est présumé avoir renoncé à son admission** ou à son classement sur la liste complémentaire et sa place est proposée au candidat inscrit en rang utile sur cette dernière liste. »

Possibilité de report d'admission

Art. 12 : « Les résultats des épreuves de sélection ne sont valables que pour la rentrée au titre de laquelle elles ont été organisées.

Cependant, un report d'admission d'un an, renouvelable une seule fois, est accordé droit par le directeur de l'institut, en cas de congé de maternité, de rejet d'une demande de mise en disponibilité ou pour garde d'un enfant âgé de moins de 4 ans. Un report d'admission d'un an, renouvelable deux fois, est accordé de droit par le directeur de l'institut en cas de rejet du bénéficiaire de la promotion professionnelle ou sociale, ou de rejet d'une demande de congé individuel de formation ou de congé de formation professionnelle.

En outre, en cas de maladie, d'accident, ou si le candidat apporte la preuve de tout événement grave lui interdisant d'entreprendre ses études au titre de l'année en cours, un report peut être accordé par le directeur de l'institut.

Toute personne ayant bénéficié d'un report d'admission doit confirmer son intention de reprendre sa scolarité à la rentrée suivante, au plus tard trois mois avant la date de cette rentrée.

Le report est valable pour l'institut dans lequel le candidat avait été précédemment admis.

L'application des dispositions du présent article ne peut donner lieu à un report de scolarité d'une durée supérieure à trois ans ».

Coût de scolarité

A titre indicatif, le coût de scolarité année 2019-2020 pour un **cursus complet** s'élève à :

Diplômes / titre	Contribution familiale obligatoire
Baccalauréat ASSP	375 €
Baccalauréat SAPAT	450 €
Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Puériculture (DEAP)	300 €
Diplôme d'Etat d'Ambulancier (DEA) Certificat de Capacité d'Ambulancier (CCA)	450 €
Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale (DEAVS) Mention Complémentaire Aide à Domicile (MCAD)	450 €
Diplôme d'Etat d'Aide-Médico-Psychologique (DEAMP)	375 €
Titre Professionnel d'Assistant(e) de Vie aux Familles (TPAVF)	525 €

Aides financières possibles

Tous les renseignements utiles pourront être fournis par le secrétariat de l'IFAS :

- Rémunérations
Peuvent éventuellement être accordées aux élèves aides-soignants qui ont exercé une activité professionnelle :
 - Une allocation versée par Pôle Emploi (contacter Pôle Emploi)
 - Un congé individuel de formation (contacter l'employeur puis l'organisme qui gère cette aide : Fongecif, Unifformation, Promofaf...)
 - Une promotion professionnelle

- Prise en charge des frais pédagogiques
Le Conseil Régional de Bretagne peut participer aux frais, sous certaines conditions, soit pour les publics suivants :
 - Jeunes sortant du système scolaire
 - Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi
 - Personnes en contrat aidé ou en contrat précaire

- Bourses d'études
Les élèves aides soignants peuvent bénéficier de bourses d'études délivrées par le Conseil Régional de Bretagne ou de bourses Education Nationale (pour les IFAS Education Nationale) après admission définitive en formation.
Ces bourses sont attribuées en fonction des revenus de l'élève ou de sa famille.

La formation aide-soignante

L'ensemble de la formation comprend 41 semaines (et 3 semaines de congés), soit 1435 heures d'enseignement théorique et clinique en institut de formation et en stage.

	Module	Titre de module	Enseignement théorique	Stage clinique
AP, Ambu, AES*	1	Accompagner une personne dans les actes essentiels de la vie quotidienne en tenant compte de ses besoins et de son degré d'autonomie	4 semaines (140 heures)	4 semaines (140 heures)
AVS, AMP, AVF, AES	2	Apprécier l'état clinique d'une personne	2 semaines (70 heures)	4 semaines (140 heures)
AP, Ambu, AVS, AMP, AVF, AES	3	Réaliser des soins adaptés à l'état clinique de la personne	5 semaines (175 heures)	8 semaines (280 heures)
Ambu, AVS, AMP, AVF, AES	6	Utiliser les techniques d'entretien des locaux et du matériel spécifiques aux établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux	1 semaine (35 heures)	2 semaines (70 heures)
AVF	7	Rechercher, traiter et transmettre les informations pour assurer la continuité des soins	1 semaine (35 heures)	
Ambu, AVS, AVF, AES*	8	Organiser son travail au sein d'une équipe pluri professionnelle	1 semaine (35 heures)	
* selon spécialité du DEAES		TOTAL	9 à 10 semaines 315 à 350 heures	12 à 14 semaines 420 à 490 heures

Les stages

Ils sont réalisés dans les structures sanitaires, sociales ou médico-sociales :

- Service de court séjour : médecine
- Service de court séjour : chirurgie
- Service de moyen et long séjour : personnes âgées ou personnes handicapées
- Service de santé mentale ou psychiatrie
- Secteur extra hospitalier

**DOCUMENT À FAIRE REMPLIR LORS DE L'ENTRÉE EN
FORMATION**

Certificat médical d'aptitude

(à faire compléter **par un médecin agréé*** par l'ARS du département

Selon l'article 13 de l'arrêté du 22 octobre 2005 modifié)

Je soussigné Dr

médecin agréé par l'ARS du département

certifie que Mme / M.

né(e) le

→ ne présente pas de contre-indication physique et psychologique à l'exercice de la profession d'aide-soignant.

→ est à jour de ses vaccinations et immunisé(e)

Fait à, le

Tampon :

Signature :

***liste disponible sur le site de l'ARS ou de la préfecture de votre département :**
<https://www.bretagne.ars.sante.fr/les-medecins-agrees-1>

DOCUMENT À FAIRE REMPLIR LORS DE L'ENTRÉE EN FORMATION

Attestation médicale d'immunisation et de vaccination

OBLIGATOIRE pour réaliser des stages en milieu hospitalier et/ou établissement d'hébergement médico-social

Je, soussigné(e) Dr....., certifie que Mr / Mme
Né(e) le, candidat(e) à la formation aide-soignante, a été vacciné(e) :

- Contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite :

Dernier rappel effectué		
Nom du vaccin	Date	N° lot

- Contre la fièvre typhoïde depuis moins de 3 ans (*pour les élèves, étudiants ou professionnels de santé ayant un stage ou une activité à risque de contamination dans un laboratoire de biologie médicale, i.e. lors de la manipulation d'échantillons biologiques, en particulier de selles, susceptibles de contenir des salmonelles*) :

Nom du vaccin	Date	N° lot

- Contre l'hépatite B, selon les conditions définies au verso, il/elle est considéré(e) comme (*razer les mentions inutiles*) :

- Immunisé(e) contre l'hépatite B : Oui Non
- Non répondeur (se) à la vaccination (après l'administration de 6 doses): Oui Non
- Nécessite un avis spécialisé Oui Non

- Par le BCG :

Oui Non

Si oui

Nom du vaccin intradermique ou Monovax®	Date du vaccin	N° lot

IDR à la tuberculine	Date	Résultat (en mm)

Etabli le :

Signature et cachet du médecin :

Nota bene : Selon le calendrier vaccinal en vigueur, pour les professionnels en contact avec des personnes fragiles, il est par ailleurs recommandé d'être immunisé contre la coqueluche, la rougeole, la rubéole, la varicelle et la grippe saisonnière.

POUR INFORMATION

Arrêté du 2 août 2013 fixant les conditions d'immunisation des personnes mentionnées à l'Article L.3111-4 du code de la santé publique

Article 2 : Les élèves ou étudiants mentionnés à l'Article 1^{er} de l'Arrêté du 6 mars 2007 susvisé sont soumis aux obligations d'immunisation mentionnées à l'**Article L.3111-4 du code de la santé publique**. Au moment de leur inscription dans un établissement d'enseignement et, au plus tard, avant de commencer leurs stages dans un établissement ou organisme public ou privé de prévention ou de soins, **ils apportent la preuve qu'ils satisfont aux obligations d'immunisation mentionnées à l'Article L.3111-4. A défaut, ils ne peuvent effectuer leurs stages.**

ANNEXE 1 Conditions d'immunisation contre l'Hépatite B

I. Les personnes mentionnées aux 1^o et 2^o de l'Article 1^{er} du présent arrêté sont considérées comme **immunisées contre l'hépatite B si elles produisent une attestation médicale comportant un résultat, même ancien, indiquant la présence, dans le sérum, d'anticorps anti-HBs à une concentration > à 100 UI/l.**

II. Si les personnes susmentionnées ne présentent pas le résultat mentionné au I., il est effectué un dosage des anticorps anti-HBc et des anticorps anti-HBs en vue de la délivrance d'une attestation médicale attestant ou nom de l'immunisation contre l'hépatite B.

II-1. Les anticorps anti-HBc ne sont pas détectables dans le sérum, si sérologie > 10 UI/l = immunisé

II-1.1. La vaccination a été menée à son terme selon le schéma en vigueur dans le calendrier vaccinal :

II-1.1.1. Le taux d'anticorps anti-HBs dans le sérum est \geq à 10 UI/l : la personne est considérée comme définitivement protégée contre l'hépatite B. Il n'y a pas lieu de réaliser de dosage sérologique ultérieur ni d'injection vaccinale supplémentaire.

II-1.1.2. Le taux d'anticorps anti-HBs dans le sérum est < à 10 UI/l, la conduite à tenir est définie dans l'annexe 2.

II-1.2. La vaccination n'a pas été réalisée, est incomplète ou sans preuve documentaire :

1) Si le taux d'anticorps anti-HBs est > à 100 UI/l, les personnes concernées sont considérées comme immunisées contre l'hépatite B sans qu'il y ait lieu de réaliser de dosage sérologique ultérieur ni d'injection vaccinale supplémentaire ;

2) **Si le taux d'anticorps anti-HBs est compris entre 10 et 100 UI/l, la vaccination doit être complétée. A l'issue de cette vaccination, les personnes concernées sont considérées comme immunisées contre l'hépatite B sans qu'il y ait lieu de réaliser de dosage sérologique ultérieur ni d'injection vaccinale supplémentaire ;**

3) Si le taux d'anticorps anti-HBs est < à 10 UI/l, la vaccination doit être réalisée ou complétée. Un dosage des anticorps anti-HBs est effectué un à deux mois suivant la dernière injection ;

4) Si à l'issue du dosage mentionné au 3), le taux d'anticorps anti-HBs est \geq à 10 UI/l, les personnes concernées sont considérées comme immunisées contre l'hépatite B sans qu'il y ait lieu de réaliser de dosage sérologique ultérieur ni d'injection vaccinale supplémentaire ;

5) Si à l'issue du dosage mentionné au 3), le taux d'anticorps anti-HBs est < à 10 UI/l, la conduite à tenir est définie à l'annexe 2.

II-2. Les anticorps anti-HBc sont détectés dans le sérum. Une détection de l'antigène HBs et une détermination de la charge virale du virus de l'hépatite B sont nécessaires.

II-2.1. Si le taux d'anticorps anti-HBs est compris entre 10 et 100 UI/l, en l'absence simultanée d'antigène HBs et de charge virale détectable, les personnes concernées sont considérées comme immunisées contre l'hépatite B. Il n'y a pas lieu de réaliser de dosage sérologique ultérieur ni d'injection vaccinale supplémentaire.

II-2.2. Si le taux d'anticorps anti-HBs est < à 10 UI/l, en l'absence simultanée d'antigène HBs et de charge virale détectable, un avis spécialisé est demandé pour déterminer si la personne peut être considérée comme immunisée ou non.

II-2.3. Si l'antigène HBs et/ou une charge virale sont détectables dans le sérum, la personne est infectée par le virus de l'hépatite B et sa vaccination n'est pas requise.

ANNEXE 2 Conditions à tenir si une personne présente un taux d'anticorps anti-HBs < à 10 UI/l après avoir reçu un schéma complet de vaccination contre l'hépatite B

1. Une dose additionnelle de vaccin contre le virus de l'hépatite B est injectée. Un dosage des anticorps anti-HBs est effectué à 1 à 2 mois suivant cette injection ;

2. Si, à l'issue du dosage mentionné au 1., le taux d'anticorps anti-HBs est > à 10 UI/l, les personnes concernées sont considérées comme immunisées contre l'hépatite B ;

3. Si, à l'issue du dosage mentionné au 1., le taux d'anticorps anti-HBs est toujours < à 10 UI/l, une dose additionnelle de vaccin contre l'hépatite B est injectée. Un dosage des anticorps anti-HBs est effectué un à deux mois suivant cette injection. Les injections vaccinales pourront être ainsi répétées jusqu'à obtention d'un taux > à 10 UI/l, sans dépasser un total de 6 injections. Un dosage des anticorps anti-HBs est effectué 1 à 2 mois suivant la dernière injection ;

4. Dans le cas où la personne aurait déjà reçu 6 doses ou plus en vertu d'un schéma vaccinal précédemment en vigueur, le médecin du travail ou le médecin traitant détermine s'il y a lieu de prescrire l'injection d'une dose de vaccin supplémentaire. Dans l'affirmative, un dosage des anticorps anti-HBs est effectué 1 à 2 mois suivant cette injection ;

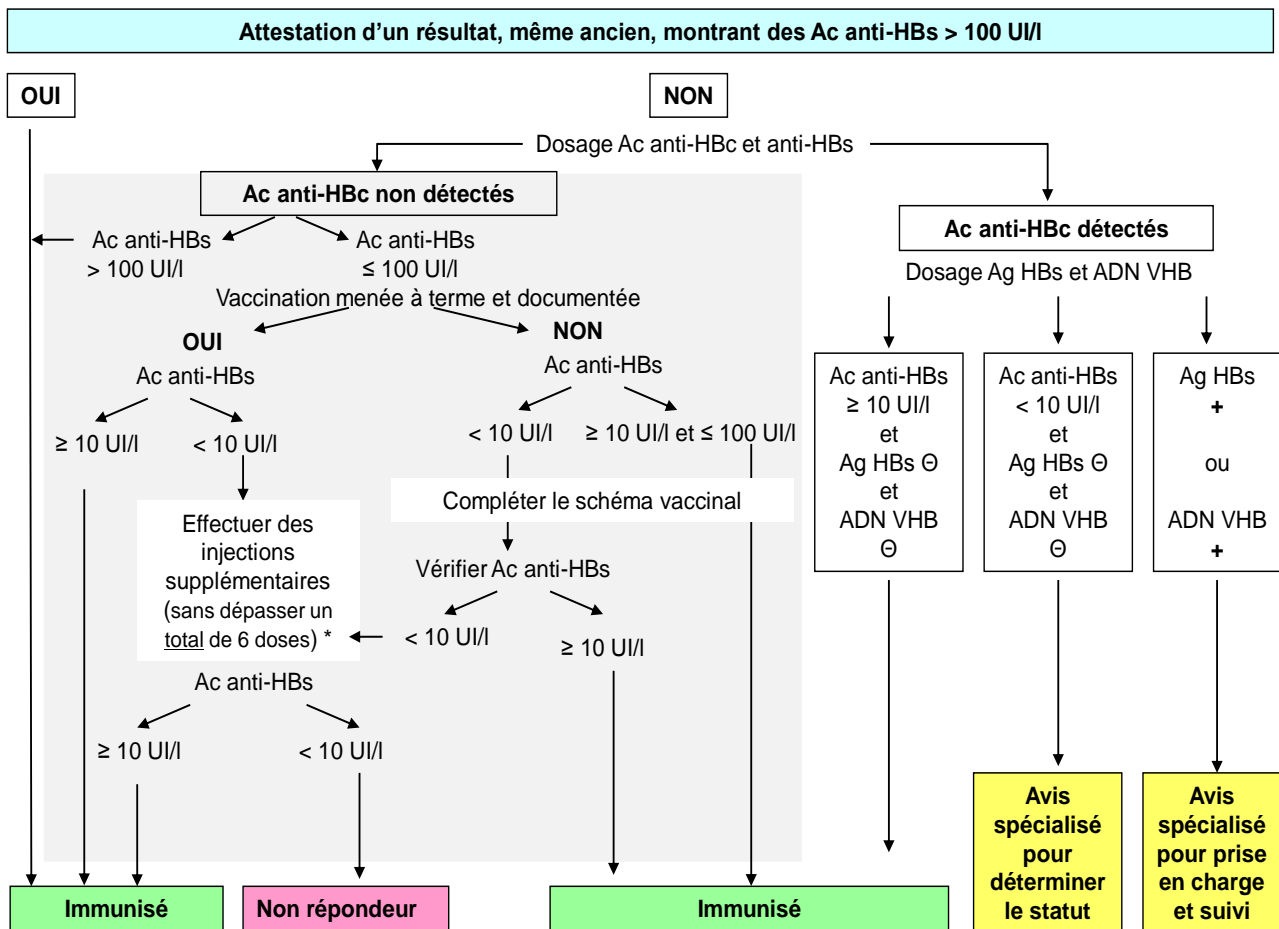
5. Si, à l'issue du dosage mentionné aux 3. et 4., le taux d'anticorps anti-HBs est > à 10 UI/l, les personnes concernées sont considérées comme immunisées contre l'hépatite B sans qu'il y ait lieu de réaliser de dosage sérologique ultérieur ni d'injection vaccinale supplémentaire. A défaut, elles sont considérées comme non répondeuses à la vaccination.

ANNEXE 3 Avis du Haut Conseil de la Santé Publique du 20 février 2014

Vaccination hépatite schéma normal : 3 vaccinations M0, M1, M6.

Vaccination hépatite à titre exceptionnel vaccination accélérée J0, J7-10, J21 et un rappel à M12.

Algorithme pour le contrôle de l'immunisation contre l'hépatite B des personnes mentionnées à l'article L.3111-4 et dont les conditions sont fixées par l'arrêté du 2 août 2013



* Sauf cas particulier voir 4° de l'annexe 2 de l'arrêté

Légende : Ac: anticorps ; Ag: antigène ; VHB : virus de l'hépatite B

Textes de référence

- Articles L.3111-1, L.3111-4 et L.3112-1 du code de la santé publique (CSP).
- Arrêté du 15 mars 1991 fixant la liste des établissements ou organismes publics ou privés de prévention ou de soins dans lesquels le personnel exposé doit être vacciné, modifié par l'arrêté du 29 mars 2005 (intégration des services d'incendie et de secours).
- Arrêté du 13 juillet 2004 relatif à la pratique de la vaccination par le vaccin antituberculeux BCG et aux tests tuberculiques.
- Arrêté du 6 mars 2007 relatif à la liste des élèves et étudiants des professions médicales et pharmaceutiques et des autres professions de santé pris en application de l'article L.3111-4 du CSP.
- Arrêté du 17 avril 2018 modifiant l'arrêté du 21 avril 2007 relatif aux conditions de fonctionnement des instituts de formation paramédicaux (Titre III).
- Arrêté du 2 août 2013 fixant les conditions d'immunisation des personnes visées à l'article L.3111-4 du CSP.
- Calendrier vaccinal en vigueur (cf. www.vaccination-info-service.fr)